INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 7 juillet 2022**

* Les marchés actions européens ont nettement rebondi pour la deuxième séance consécutive alors que la Chine pourrait lancer un plan de soutien à l'économie. L'indice CAC 40 a clôturé sur un gain de 1,60% à 6 006,70 points tandis que l'EuroStoxx50 a progressé de 2,01% à 3 490,68 points. Les marchés américains était également bien orientés, avec un Dow Jones en hausse de 0,76% vers 17h30.
* Hier soir, les investisseurs ont été rassurés par le compte rendu du dernier comité de politique monétaire de la Fed, qui n'a pas réservé de mauvaise surprise. Il a montré que la Réserve fédérale est déterminée à faire baisser l'inflation, un message déjà délivré par son président lors de ses dernières interventions.
* Les nouvelles inscriptions hebdomadaires au chômage constitue cependant une preuve de plus de la dégradation de la conjoncture américaine. 235 000 nouvelles inscriptions au chômage ont été comptabilisées, la semaine dernière. Les économistes tablaient sur 230 000 après 231 000 la semaine précédente.
* Les chiffres de l'emploi pour juin aux Etats-Unis seront connus demain.
* L'impulsion haussière est venue d'une information de Bloomberg sur un plan de soutien chinois à l'économie de 220 milliards de dollars. La perspective, non confirmée, d'un important stimulus a redonné des couleurs aux matières premières, dont le pétrole. Le Baril de WTI gagne ainsi plus de 5% à 103,80 dollars.
* Après avoir récemment chuté à son plus bas depuis près de 2 ans, le cours du cuivre gagne près de 5% à 3,58 dollars la livre. Selon Bloomberg, la Chine prépare un plan de soutien économique de 220 milliards de dollars. Le métal rouge est sensible à toute information à propos de la conjoncture car il est utilisé dans de nombreux secteurs, à l'instar de la construction. A ce titre, la Chine est un important consommateur de ce minerai. Elle était responsable de plus de 50% de la consommation mondiale l'année dernière, loin devant l'Europe : 16%.
* Confronté à une vague de démission au sein de son gouvernement, le Premier ministre britannique Boris Johnson serait sur le point de quitter de son poste de leader du parti Conservateur. Il s'agit d'une première étape avant son départ du 10 Downing Street. Sur le marché des changes, la livre sterling gagne 0,36% à 1,1747 euro grâce à la réduction - à court terme - de l'incertitude politique. Il resterait cependant Premier ministre jusqu'à l'automne, le temps pour le parti Conservateur de lui trouver un successeur, précisent les médias britanniques.
* Confrontée à la faiblesse de sa monnaie - qui est au plus bas historique contre l'euro - ce qui aggrave son problème d'inflation, la Banque de Hongrie continue de prendre des mesures radicales de politique monétaire. Elle a ainsi augmenté de 200 points de base son taux de dépôt à une semaine pour le porter à 9,75%. Sur le marché des changes, l'euro perd 0,51% à 406,60 forints.

" Les effets de l'évolution défavorable des marchés financiers augmentent le risque que l'inflation élevée persiste plus longtemps que prévu. En cas de persistance d'une inflation élevée, le rythme actuel élevé de la hausse des prix pourrait se répercuter sur les anticipations des agents économiques, ce qui rendrait plus difficile le maintien de la stabilité des prix " a prévenu la Magyar Nemzeti Bank.

* Bpifrance Le Lab présente la 75ème enquête de conjoncture auprès des PME : une étude sur la situation des TPE-PME à mi-2022 et leurs perspectives à horizon 2023, dans un contexte de tensions sur les approvisionnements. Après un net rebond en 2021, l’activité des TPE-PME ralentirait cette année, dans un contexte où les tensions sur les approvisionnements s’accentuent. Elle resterait toutefois dynamique.

Pour 2023, les difficultés d'approvisionnement et l'absence de visibilité quant à l'horizon de leur résorption pèsent sur la confiance des dirigeants. L'indicateur relatif aux perspectives d'activité recule nettement sur un an et se retrouve sous sa moyenne historique. Celui sur l'emploi fléchit également mais reste nettement au-dessus de sa moyenne de long terme.

"Dans l'ensemble, les chefs d'entreprises maintiennent de bonnes perspectives d'activité pour 2022, avant une année 2023 qui s'annonce plus difficile", résume Philippe Mutricy, directeur des études de Bpifrance.

**SOCIETES**

* TotalEnergies a ainsi terminé parmi les plus fortes hausses du CAC, en compagnie du secteur automobile. Ce dernier avait récemment enregistré d'importants dégagements.
* En revanche, les valeurs défensives à l'instar d'Orange et de Pernod Ricard, n'ont pas participé à la hausse.
* EDF a gagné 0,7% à 9,05 euros après avoir bondi de 14,5% hier dans le sillage de l'annonce d'une prochaine nationalisation. La capitalisation boursière de l'électricien public atteint près de 35 milliards d'euros. Les termes utilisées par Elizabeth Borne hier et Bruno Le Maire ce matin pour évoquer l'opération laissent à penser que l’Etat optera pour offre d'achat simplifié sur les minoritaires plutôt qu'une loi de nationalisation. EDF est aujourd'hui détenu à 84% par l'Etat et la question du coût du rachat des minoritaires (16% du capital) se pose.

Jeudi matin, Les Echos évoquent un prix de 5 à 7 milliards d'euros, en fonction de la prime accordée aux actionnaires, sachant que les 16% sont aujourd'hui valorisés 5,4 milliards d'euros.

EDF a été introduit en Bourse en 2005 à 32 euros. Le titre a ensuite chuté en raison des retards dans la construction de Flamenville et d'Hinkley Point au Royaume-Uni.

L'action a également été affectée plus récemment par des problèmes de disponibilité du parc nucléaire et de limitation de hausse des prix de l'électricité.

Pour se redonner un peu d'air, EDF a procédé en avril dernier à une augmentation de capital de 3,1 milliards à 6,35 euros par action à laquelle l'Etat Français a participé à hauteur de sa participation.

* Confrontée au risque de pénurie de gaz en raison de la guerre en Ukraine, la France s'organise. Alors que TotalEnergies renforce ces dernières semaines son approvisionnement de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Etats-Unis, Engie consolide ses relations commerciales avec Sonatrach. Le groupe français et la compagnie nationale algérienne des hydrocarbures ont conclu un accord à Alger pour leur contrat d'achat et de vente de gaz naturel à travers le Medgaz.

Ce contrat, liant les deux groupes depuis 2011, prévoit la livraison de gaz naturel par Sonatrach à Engie via le gazoduc Medgaz. A travers cet accord, les deux parties ont convenu de définir le prix de vente contractuel applicable sur une période de trois ans, allant jusqu'à 2024, pour prendre en compte les conditions de marché.

Lors de la signature de cet accord, les parties ont confirmé leur intention d'étendre leur partenariat sur le GNL et le gaz Naturel.

Ainsi, Sonatrach renforcera sa part dans le portefeuille d'approvisionnement d'Engie, permettant aux deux groupes de poursuivre leur diversification et de contribuer à la sécurité énergétique des clients européens.

Fort de leur partenariat historique autour du gaz, les deux parties se sont également engagées à travailler ensemble en vue de réduire leur empreinte carbone et d'évaluer de nouvelles opportunités, en particulier sur le développement de l'hydrogène.

* Le site industriel d'Alstom à Trápaga (Espagne) sera chargé de fournir le système de propulsion des nouveaux trains à grande vitesse Zefiro Express, que le constructeur fournira à l'opérateur national suédois SJ. Ce projet s'inscrit dans le cadre du contrat attribué à Alstom pour la fourniture de 25 trains électriques à grande vitesse Zefiro Express, avec une option de 15 trains supplémentaires. La valeur de la première commande ferme est d'environ 650 millions d'euros et la livraison du premier train est prévue en 2026.

En Espagne, Alstom emploie environ 3000 personnes dont 200 sur le site de Trápaga. Dans la péninsule ibérique, le groupe compte 27 implantations dont 4 sites dédiés à l'innovation et à la technologies ainsi que 3 usines dédiées à la fabrication de composants industriels.

* Novacyt a chuté de près de 25% à 1,3 euro. Le fabricant de tests est frappé de plein fouet par le recul de la pandémie. En 2020, le groupe franco-britannique avait été l'une des stars de la Bourse parisienne. Le titre avait flambé de près de 5700% pour atteindre en 2021 un record de 13,96 euros grâce à la mise au point rapide d'un test du Covid. Mais grâce aux vaccins, le virus a reculé et les gens se testent bien moins. Résultat, au premier semestre 2022, le chiffre d'affaires du spécialiste du diagnostic in vitro a dégringolé de 68% à 16,5 millions de livres sterling.

Le groupe a été pénalisé par le plongeon des ventes de tests contre le Covid (-73%). Le groupe reconnait que cette dégringolade s'est passée plus rapidement que prévu. Dans ce cadre, Novacyt a pris de nouvelles mesures pour rationaliser davantage sa base de coûts.

Les stocks de la société à la fin du premier semestre 2022 sont estimés à environ 10,5 millions de livres sterling, dont environ 80 % sont associés aux produits Covid-19.

* Telecom Italia (TIM) a cédé un peu moins d'1% à 0,24 euro. Il a présenté ce jeudi un plan stratégique destiné à dissocier son réseau de téléphonie fixe de ses activités de services. Objectif : pouvoir lever du cash et réduire son endettement. Le premier opérateur italien de télécommunications a donc annoncé la prochaine scission de Sparkle, sa filiale regroupant les infrastructures de téléphonie fixe et de câbles sous-marins, qui prendra l’appellation NetCo.

"Ce plan permettra à TIM d'améliorer sa performance opérationnelle avec un objectif économique et financier spécifique pour chaque entité et d'attirer de nouveaux partenaires industriels et financiers", a indiqué l'opérateur dans un communiqué de presse.

Sur le plan pratique, NetCo regroupera les infrastructures fixes et Sparkle et Services qui englobera TIM Enterprise, Tim Consumer et Tim Brasil.

Le groupe italien vise pour NetCo un chiffre d'affaires de 5,2 milliards d'euros en 2025 et de 5,4 milliards d'euros en 2023 pour des Ebitda de respectivement 2,2 milliards d'euros et 2,7 milliards d'euros.

Ces annonces interviennent dans la droite ligne du nouveau plan industriel présenté en février dernier par Pietro Labriola, le cinquième PDG de TIM en six ans.

**ANALYSES**

* Garder le cap contre l'inflation, coûte que coûte. La lecture des « minutes » des dernières réunions de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine et de la Banque centrale européenne ne laisse aucun doute sur leur détermination à relever leurs taux d'intérêt.

Pour la Fed qui a déjà remonté les siens à marche forcée. En trois mois, ils ont augmenté de 150 points de base (pb) pour atteindre un niveau compris entre 1,5 et 1,7 %. Un rythme inédit depuis près de trente ans, qui n'a pourtant pas permis de calmer la hausse des prix à la consommation.

« Les pressions inflationnistes n'ont pas encore montré de signes de ralentissement », ont constaté les banquiers centraux américains, estimant que l'inflation « pourrait être plus persistante que prévu » et qu'elle présentait « des risques certains d'enracinement ». Cette situation les a poussés à opter pour un tour de vis exceptionnel de 75 pb, et annoncer qu'ils pourraient récidiver lors de leur prochaine réunion du 26 et 27 juillet.

De fait, après avoir atteint 8,6 % en mai, la hausse des prix devrait rester très élevée en juin, bien au-delà de ce qu'est prête à accepter la Fed. Le message assez agressif de la banque centrale a fait bondir les taux des obligations d'Etat américaines. Le rendement des Treasuries à 10 ans a ainsi pris 12 pb pour se rapprocher à nouveau de la barre des 3 %, mercredi, après la publication des minutes.

Les investisseurs obligataires ont pris bonne note que la Fed se préoccupait bien plus de la stabilité monétaire que du risque de ralentissement économique que pourrait entraîner leur politique monétaire dure. Le compte rendu ne comporte, d'ailleurs, aucune fois le mot « récession » alors que l'inflation est mentionnée 90 fois, souligne Bloomberg. Les craintes croissantes sur la santé de l'économie américaine devront peut-être la forcer à ralentir - un peu - le rythme.

De l'autre côté de l'Atlantique, la tonalité est aussi volontariste. La Banque centrale européenne s'apprête à procéder à sa première hausse de taux depuis onze ans. Les débats ont été animés quant à l'ampleur de ce tour de vis, témoignent les « minutes ». Certains souhaitaient débuter par un relèvement de 50 pb, pour marquer les esprits.

Un compromis a finalement été trouvé sur une hausse de 25 pb en juillet. L'idée est, pour ce premier tour de vis, d'effectuer « un premier pas proportionné » afin de ne pas bousculer les marchés. Mais en laissant la porte largement ouverte à « des relèvements ultérieurs plus importants », jusqu'à ce que l'inflation soit sous contrôle. « Le gradualisme ne doit pas nécessairement être interprété comme une action lente, à petits pas », souligne le compte rendu des débats.

Cette approche modérée, dans un premier temps, n'est pas gravée dans le marbre. Les « faucons », partisans de l'orthodoxie monétaire, ont obtenu que le quantum du relèvement de juillet puisse être revu à la hausse si l'inflation s'emballe à nouveau.

Toutefois, il faudrait vraiment une très forte poussée des pressions inflationnistes pour faire voler en éclats le compromis. « La plus grosse surprise serait que Christine Lagarde, [la présidente de la BCE] refuse d'exclure une hausse de 75 pb en juillet », estime Frederik Ducrozet chez Pictet.

**L’AGENDA DU 8 juillet 2022**

**8h45 en France**  
Balance commerciale en mai  
Inflation en mai  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Rapport sur l'emploi en juin  
  
**16h00 aux Etats-Unis**  
Stocks des grossistes en mai